



VOIE GÉNÉRALE

2^{DE}

1^{RE}

T^{LE}

Humanités, Littérature et Philosophie

ENSEIGNEMENT

SPECIALITÉ

CINNA OU LA PAROLE TRAVESTIE ÉTUDE D'UNE ŒUVRE INTÉGRALE EN ENSEIGNEMENT D'HUMANITÉS, LITTÉRATURE ET PHILOSOPHIE

FICHE 4 : GROUPEMENT DE TEXTES N° 2 : POUR UN ART DE LA PAROLE POLITIQUE

Texte n° 1 : Discours de Danton, le 2 septembre 1792

L'armée prussienne vient de remporter la bataille de Verdun et marche sur Paris. Danton prononce, à l'Assemblée, un discours dont voici la fin :

« Il est bien satisfaisant, messieurs, pour les ministres du peuple libre, d'avoir à lui annoncer que la patrie va être sauvée.

Tout s'émeut, tout s'ébranle, tout brûle de combattre. Vous savez que Verdun n'est point encore au pouvoir de vos ennemis. Vous savez que la garnison a promis d'immoler le premier qui proposerait de se rendre. Une partie du peuple va se porter aux frontières, une autre va creuser des retranchements, et la troisième, avec des piques, défendra l'intérieur de nos villes. Paris va seconder ces grands efforts. Les commissaires de la Commune vont proclamer, d'une manière solennelle, l'invitation aux citoyens de s'armer et de marcher pour la défense de la patrie.

C'est en ce moment, messieurs, que vous pouvez déclarer que la capitale a bien mérité de la France entière. C'est en ce moment que l'Assemblée nationale va devenir un véritable comité de guerre.

Nous demandons que vous concouriez avec nous à diriger ce mouvement sublime du peuple, en nommant des commissaires qui nous seconderont dans ces grandes mesures. Nous demandons que quiconque refusera de servir de sa personne, ou de remettre ses armes, soit puni de mort. Nous demandons qu'il soit fait une instruction

aux citoyens pour diriger leurs mouvements. Nous demandons qu'il soit envoyé des courriers dans tous les départements pour les avertir des décrets que vous aurez rendus.

Le tocsin qu'on va sonner n'est point un signal d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre, messieurs, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée. »

Texte n° 2 : Discours de Jean Jaurès contre la guerre, le 25 juillet 1914 – Lyon/Vaise

Le 25 juillet 1914, dans un café populaire de Lyon, Jean Jaurès prononce devant plus de deux mille personnes un discours public avant son assassinat, six jours plus tard à Paris. Voici la fin du discours :

« Eh bien ! citoyens, dans l'obscurité qui nous environne, dans l'incertitude profonde où nous sommes de ce que sera demain, je ne veux prononcer aucune parole téméraire, j'espère encore malgré tout qu'en raison même de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute, les gouvernements se ressaisiront et que nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du cataclysme qu'entraînerait aujourd'hui pour les hommes une guerre européenne.

Vous avez vu la guerre des Balkans ; une armée presque entière a succombé soit sur le champ de bataille, soit dans les lits d'hôpitaux, une armée est partie à un chiffre de trois cent mille hommes, elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infectés par le typhus cent mille hommes sur trois cent mille.

Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe : ce ne serait plus, comme dans les Balkans, une armée de trois cent mille hommes, mais quatre, cinq et six armées de deux millions d'hommes. Quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie ! Et voilà pourquoi, quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis et en attendant, s'il nous reste quelque chose, s'il nous reste quelques heures, nous redoublerons d'efforts pour prévenir la catastrophe. Déjà, dans le Vorwaerts, nos camarades socialistes d'Allemagne s'élèvent avec indignation contre la note de l'Autriche et je crois que notre bureau socialiste international est convoqué.

Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar.

J'aurais honte de moi-même, citoyens, s'il y avait parmi vous un seul qui puisse croire que je cherche à tourner au profit d'une victoire électorale, si précieuse qu'elle puisse être, le drame des événements. Mais j'ai le droit de vous dire que c'est notre devoir à nous, à vous tous, de ne pas négliger une seule occasion de montrer que vous êtes avec ce parti socialiste international qui représente à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix. »

Texte 3 : Discours de Winston Churchill, le 13 mai 1940

Winston Churchill, après avoir composé un gouvernement d'union nationale, se présente, le 13 mai 1940, devant la Chambre des communes pour présenter son plan d'action aux députés. Voici la fin du discours :

« Enfin, j'invite la chambre, par la résolution qui est présentée en son nom, à exprimer son approbation des mesures prises et à voter sa confiance dans le nouveau gouvernement.

Certes, la formation d'une administration aussi vaste et complexe est en elle-même une grave entreprise. Mais plus grave encore si l'on se représente que nous nous trouvons au seuil d'une des plus grandes batailles de l'histoire, que nous sommes en plein combat en maints points de la Norvège et de la Hollande, qu'il nous faut être prêt à tout en Méditerranée, que la guerre aérienne se poursuit sans relâche, et que par surcroît de grands préparatifs doivent être faits ici sur notre sol. Dans la crise que nous traversons, j'espère que la Chambre me pardonnera de lui parler brièvement. J'espère que ceux de mes amis ou collègues, ou anciens collègues qui sont touchés par la reconstruction gouvernementale me pardonneront si d'aventure j'ai, dans la nécessité d'agir, failli aux usages. Enfin qu'il me soit permis de tenir à la Chambre le même langage qu'à mes collègues du gouvernement : « Je n'ai rien à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur. »

Nous avons devant nous une épreuve de première grandeur. Nous avons devant nous de très longs mois de lutte et de souffrance. Vous me demandez quelle est notre politique ? Je vous réponds : faire la guerre, sur mer, sur terre et dans les airs, avec toute notre puissance et toute la force que Dieu peut nous donner ; faire la guerre contre une tyrannie monstrueuse, qui n'a jamais eu d'égale dans le sombre et lamentable catalogue des crimes humains. Voilà notre politique. Vous me demandez quel est notre but. Je vous réponds en deux mots : la victoire, la victoire à tout prix, la victoire malgré toutes les terreurs, la victoire quelque longue et dure que puisse être la route : car, hors la victoire, il n'est point de survie. Comprenez le bien : pas de survie pour l'Empire britannique, pas de survie pour tout ce qu'illustre l'Empire britannique, pas de survie pour l'immémorial effort vers les buts supérieurs de l'humanité. Mais c'est plein d'espérance et d'entrain que j'assume ma tâche, assuré qu'il ne sera pas infligé à notre cause de faillir devant les hommes. Conjonctures qui m'autorisent – je pense – à réclamer l'aide de tous, et à dire "Allons, en avant tous, unis et forts". »

Texte 4 : Discours d'investiture du Président John Fitzgerald Kennedy, Washington, le 20 janvier 1961

Voici la fin de ce discours, dont la dernière phrase de cet extrait est gravée sur la pierre tombale du président assassiné :

« C'est entre vos mains, mes chers concitoyens, plus que dans les miennes, que reposera le succès ou l'échec final de notre entreprise. Depuis la fondation de notre nation, chaque génération d'Américains a dû témoigner de sa loyauté envers notre pays. Les jeunes Américains qui ont répondu à cet appel reposent dans le monde entier.

Aujourd'hui, la trompette retentit de nouveau, non pas comme un appel aux armes, bien que nous ayons besoin d'armes, non pas comme un appel au combat, bien que nous ayons des combats à mener, mais comme un appel à porter le fardeau d'une longue lutte crépusculaire, année après année, « en s'abreuvant d'espoir et en faisant preuve de patience dans l'adversité », une lutte contre les ennemis communs de l'homme : la tyrannie, la pauvreté, la maladie et la guerre elle-même.

Pouvons-nous constituer contre ces ennemis une grande alliance mondiale unissant Nord et Sud, Est et Ouest, en mesure d'assurer une vie plus féconde pour l'humanité tout entière ? Vous associerez-vous à cet effort historique ?

Tout au long de l'histoire du monde, seules quelques générations ont été appelées à défendre la liberté lorsqu'elle était grandement menacée. Je ne recule pas devant cette responsabilité, je m'en réjouis. Je crois qu'aucun d'entre nous n'échangerait sa place contre celle d'un autre ou de n'importe quelle autre génération. L'énergie, la foi et le dévouement dont nous faisons preuve dans cette entreprise éclaireront notre pays et tous ceux qui le servent, et cette lueur peut réellement se diffuser au monde entier.

Ainsi, mes chers compatriotes américains : ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais bien ce que vous pouvez faire pour votre pays.

Mes chers concitoyens du monde : ne demandez pas ce que l'Amérique peut faire pour vous, mais ce qu'ensemble nous pouvons faire pour la liberté de l'homme. »

Texte 5 : Discours de Dominique de Villepin sur l'Irak à l'ONU, le 14 février 2003

Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, prononce devant le Conseil de sécurité de l'ONU à New York, le 14 février 2003, un discours contre la guerre en Irak.

Voici la fin du discours :

« La France l'a toujours dit : nous n'excluons pas la possibilité qu'un jour il faille recourir à la force, si les rapports des inspecteurs concluaient à l'impossibilité pour les inspections de se poursuivre. Le Conseil devrait alors se prononcer et ses membres auraient à prendre toutes leurs responsabilités. Et, dans une telle hypothèse, je veux rappeler ici les questions que j'avais soulignées lors de notre dernier débat le 4 février et auxquelles nous devons bien répondre :

En quoi la nature et l'ampleur de la menace justifient-elles le recours immédiat à la force ?

Comment faire en sorte que les risques considérables d'une telle intervention puissent être réellement maîtrisés ?

En tout état de cause, dans une telle éventualité, c'est bien l'unité de la communauté internationale qui serait la garantie de son efficacité. De même, ce sont bien les Nations unies qui resteront demain, quoi qu'il arrive, au cœur de la paix à construire.

Monsieur le Président, à ceux qui se demandent avec angoisse quand et comment nous allons céder à la guerre, je voudrais dire que rien, à aucun moment, au sein de ce Conseil de sécurité, ne sera le fait de la précipitation, de l'incompréhension, de la suspicion ou de la peur.

Dans ce temple des Nations unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix.

Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. Fidèle à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur.

Je vous remercie. »

Ces discours vous semblent-ils nourris de l'art de la parole ?

La lecture de ce groupement de textes pourra mettre en avant les points communs les plus évidents qui donnent une unité à ce corpus : ils ont été prononcés par des hommes politiques à des moments charnières de l'histoire, guerres et discours d'investiture ; ils puisent tous dans les ressources de la rhétorique pour emporter l'adhésion du public car ils cherchent à engager leur auditoire non seulement dans une réflexion sur la situation du pays mais aussi à provoquer une action d'ordre politique : s'engager ou refuser la guerre, accompagner le changement politique en vue de garantir le bien-être de la nation. On s'intéressera alors plus particulièrement aux *topoi* qui participent à l'efficacité de ces discours par lesquels leurs auteurs tentent d'infléchir le sens de l'histoire, moments vécus comme des véritables *kairoï*. Ils exploitent pour cela notamment les figures de l'éloquence visant à émouvoir avec le double sens du verbe *movere*, toucher les sentiments et mettre en mouvement ceux auxquels ces discours s'adressent. On pourra également réfléchir à la manière dont ces textes participent d'un effort de construction de l'éthos de l'orateur, adresses qui cherchent à bâtir la légitimité aussi bien personnelle qu'institutionnelle de leur auteur. Enfin, il sera possible également de mettre en avant les liens étroits entre les genres de la rhétorique, le délibératif et l'épidictique notamment, qui se nourrissent l'un l'autre pour donner naissance à un art de la parole fondé sur la rupture avec le passé, passé qui sert de référence et qui inspire les orateurs.

Retrouvez éduscol sur

